

MANIFESTE EUROPEEN POUR UN COMMERCE LIBRE ET UNE CONCURRENCE LOYALE :

OUI A L'EMPLOI ET A LA CONCURRENCE LOYALE !

NON AU STATUT D'ECONOMIE DE MARCHÉ POUR LA CHINE !

Nous, salariés, syndicats et employeurs de l'industrie européenne (une industrie qui génère plus de 500 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an et emploie des millions de personnes), nous nous engageons pour soutenir la production industrielle européenne, qui est le facteur fondamental de l'innovation, du développement durable, de la croissance et de l'emploi en Europe. Nous soutenons le principe de la concurrence loyale par le commerce libre et loyal.

La Chine ne respecte pas le principe de la concurrence loyale dans ses relations commerciales. La Chine n'est pas encore une économie de marché. C'est pourquoi nous en appelons aux dirigeants de l'Union européenne pour refuser le Statut d'Economie de Marché (SEM) à la Chine tant que cette dernière ne remplit pas les obligations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Attribuer le SEM empêcherait l'UE de faire cesser le dumping chinois.

Les dirigeants de l'UE doivent agir et prendre leurs responsabilités pour défendre leurs citoyens et l'avenir économique de l'Europe. Ils doivent mettre en œuvre des instruments rapides et efficaces de défense commerciale pour assurer l'avenir de l'industrie européenne.

Si l'UE ne mettait pas en œuvre ces mesures anti-dumping ciblées, les importations à prix dumpés continueraient de porter préjudice à la base industrielle européenne et à ses emplois. Ces importations alourdiraient également l'empreinte carbone de l'Europe. C'est pourquoi nous en appelons aux autorités européennes pour qu'elles se mettent d'accord sur un système européen de quotas carbone (Emissions Trading System, ETS) durable, qui n'impose pas des coûts supplémentaires aux usines les plus efficaces d'Europe et qui assure des conditions de concurrence équitables à l'industrie européenne.

Ensemble, nous, salariés, syndicats et employeurs de l'industrie européenne nous opposons à l'attribution du SEM à la Chine tant que cette dernière ne sera pas une vraie économie de marché. Nous en appelons au Parlement européen, aux Etats membres et à la Commission pour dire **OUI à l'emploi et à une concurrence loyale ! NON au statut d'économie de marché pour la Chine !**

LE COMMERCE INTERNATIONAL DOIT ETRE LIBRE ET LOYAL

- La Chine abuse des principes du commerce libre et loyal pour maintenir des emplois et une croissance artificiels en Chine.
- La Chine exporte ses surcapacités vers le marché européen ouvert, à des prix excessivement bas, inférieurs aux coûts de production, afin de gagner des parts de marché en sapant la concurrence.
- Ces produits dumpés s'attaquent à des industries vitales en Europe, notamment l'acier, l'aluminium, les céramiques, les plastiques, les panneaux solaires et la fabrication de vélos (parmi bien d'autres industries), ce qui affecte des chaînes de valeur complètes.
- En 2015, l'UE a un déficit commercial record avec la Chine de plus de 180 milliards d'euros, alors même que le SEM n'est pas appliqué. Le déséquilibre s'accroît à cause de ce dumping massif.
- La stratégie de la Chine, basée sur l'exportation, et ses plans à 5 ans continuent d'encourager l'existence de surcapacités massives.
- Plus de 60 % des mesures anti-dumping appliquées par l'UE visent des produits chinois.
- Les industriels européens ne peuvent pas concurrencer une économie chinoise dont les exportations sont subventionnées par le gouvernement. Les règlements de l'OMC et de l'UE interdisent aux Etats membres de soutenir leurs industries de cette façon.
- Les importations chinoises « dumpées » augmentent les émissions de CO2 et sapent les objectifs de la politique climat de l'UE et le système des quotas carbone, puisque les produits fabriqués en Chine ont une empreinte environnementale bien plus élevée.
- La Chine ne remplit pas les critères de base fixés par l'UE pour être considérée comme une économie de marché.

STOP A L'ATTRIBUTION DU SEM A LA CHINE !

- La Chine n'est pas une économie de marché. C'est une économie d'Etat qui ne respecte pas les principes les plus élémentaires de l'OMC, par exemple « *les prix sont déterminés par les forces de marché* ».
- Le gouvernement chinois réclame l'attribution du SEM par l'UE en 2016 en s'appuyant sur son protocole d'accession à l'OMC, alors que ce protocole ne contient aucun engagement sur ce point.
- Attribuer le SEM à la Chine reviendrait à accorder à ce pays un « permis de dumper », ce qui enverrait un mauvais signal sur le besoin de réforme.
- Accorder le SEM à la Chine détruirait la croissance et les emplois européens. Dans l'UE, jusqu'à 3,5 millions d'emplois sont en danger et 228 milliards d'euros de PIB annuel pourraient être perdus.

L'UE DOIT DIRE NON AU SEM POUR LA CHINE !

- Les dirigeants de l'UE doivent garantir le commerce libre et loyal dans le monde, et mettre en œuvre des instruments de défense plus solides.
- Les dirigeants de l'UE doivent faire cesser le dumping chinois et sauvegarder les emplois et la croissance en Europe !
- Les dirigeants de l'UE doivent dire clairement que l'attribution du SEM à la Chine en 2016 n'est pas automatique.
- Les dirigeants de l'UE doivent garantir que le système européen de quotas carbone (Emissions Trading System) ne conduira pas à un accroissement des importations en Europe de CO2 en provenance de pays tels que la Chine, en sauvegardant la compétitivité mondiale de nos industries.

OUI à l'emploi et à une concurrence loyale ! NON au SEM pour la Chine!

SIGNATAIRES



Confédération Européenne de l'Industrie de la Chaussure
European Confederation of the Footwear Industry

